



Candidature soutenue par le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU
Engagé-es au quotidien pour la recherche publique

Conseil scientifique d'institut INSMI du CNRS Collège B2

Vincent PERRIER, centre INRIA de l'université de Bordeaux, Pau

Je suis chargé de recherche à l'INRIA à l'antenne de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour du centre INRIA de l'université de Bordeaux depuis 2008.

Mes travaux de recherche se situent à l'intersection du calcul scientifique et de la mécanique des fluides compressible, avec un goût prononcé pour le développement de code. Je suis fortement tourné vers les applications, et collabore régulièrement avec les EPICs tels que le CEA, l'IFPEN et l'ONERA. Au-delà de mes activités de recherche, d'encadrement, et d'enseignement, j'ai été élu depuis 9 ans à la commission d'évaluation de l'INRIA dans laquelle nous participons aux évaluations des équipes, ainsi qu'aux jurys de recrutement, de primes et de promotions. Au sein de cette commission et au-delà, j'ai tenté avec beaucoup de mes collègues de m'opposer aux transformations récentes de l'INRIA qui j'espère ne gangrèneront pas le reste de l'enseignement supérieur et de la recherche française.

Les dérives bureaucratiques et managériales de l'ESR, ainsi que le délaissement de sujets de recherche fondamentaux au profit de sujets à la mode et éphémères m'inquiètent, et il me semble donc indispensable de siéger de manière active dans les quelques instances démocratiques qu'il reste, afin de défendre notre indépendance et notre liberté académique.

Les candidat-es SNESUP-FSU et SNCS-FSU au CSI INSIS s'engagent


Cette candidature s'inscrit au sein d'une équipe soutenue par le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU formée de Thierry Bodineau, Benoit Bonnet-Weill, Damien Gaboriau, Arnaud Le Ny, Sepideh Mirrahimi, Olga Paris-Romaskevich, Vincent Perrier, Nicolas Raymond, Constantin Vernicos.

Le soutien à la recherche est d'abord le soutien à celles et ceux qui la font.

Les laboratoires de mathématiques sont fragilisés par les regroupements et la multiplication des financements individuels et temporaires ; cela au détriment du soutien collectif et de la création de postes permanents. Les laboratoires doivent retrouver un budget de recherche pérenne et conséquent, avec des dispositifs de financement légers. Le manque de personnel administratif rejette sur les chercheurs et enseignants-chercheurs des charges indues qui les éloignent du cœur du métier, dégradant ainsi la qualité de recherche.

Afin de lutter contre la précarité, le soutien aux jeunes chercheurs et chercheuses pour leur autonomie scientifique est nécessaire. Ils et elles sont l'avenir de la communauté.

La communauté mathématique sera d'autant plus forte scientifiquement qu'elle sera inclusive. Un engagement de l'INSMI est nécessaire pour lutter contre toute forme de discrimination au sein de la communauté. Nos conseils se feront dans l'engagement pour l'égalité réelle et le travail collectif pour la communauté mathématique en lien avec le monde qui nous entoure.



**Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU soutiennent
des candidates et des candidats
dans les collèges A2, B2, A1 et B1
du CSI INSMI du CNRS**

**Votez et faites voter pour
les candidates et candidats
SNESUP-FSU et SNCS-FSU !**

POUR UN RÔLE RENFORCÉ DES CONSEILS SCIENTIFIQUES D'INSTITUT DU CNRS

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU défendent et promeuvent un paysage de la recherche en France où le Comité national de la recherche scientifique, composé de pairs majoritairement élus et représentant l'ensemble de la communauté scientifique, constitue le véritable *Parlement de la recherche*. Les Conseils scientifiques d'institut (CSI) et le Conseil scientifique (CS) du CNRS doivent être ainsi les acteurs majeurs dans l'élaboration de la prospective scientifique. Cette prospective scientifique élaborée par les CSI et le CS du CNRS doit jouer pleinement son rôle de proposition pour la politique scientifique nationale et les programmes nationaux de recherche conduits par établissements de la recherche publique.

Pour la recherche publique

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU portent une vision globale sur l'organisation de la recherche en France. **Une vision où la liberté de recherche est garantie** et où les opérateurs publics de recherche, avec des périmètres et des rôles distincts, travaillent harmonieusement au développement de connaissances nouvelles pour le bien commun. Les organismes de recherche contribuent à repousser toujours plus l'ensemble du front continu des connaissances avec leurs chercheuses et chercheurs, ingénieures et ingénieurs, techniciennes et techniciens, et avec les enseignant-es-chercheur-es de leurs unités mixtes de recherche (UMR) : elles et ils doivent pouvoir mener leur recherche en toute liberté avec un financement par dotations de base et une évaluation à l'échelle nationale par des pairs majoritairement élus. Cette science est riche de sa liberté académique, de ses coopérations internationales et des programmes nationaux répondant aux enjeux scientifiques les plus actuels. Les universités assurent une articulation féconde entre le développement des connaissances et leur transmission par l'enseignement. Les universités et les organismes coopèrent sur le terrain de la science au sein des UMR, qui doivent être des espaces propices au travail scientifique non entravé par d'abusives complications administratives. Les opérateurs de recherche coopèrent avec l'ensemble de la société, les entreprises, les acteurs sociaux et politiques, pour que le bien commun que sont les connaissances scientifiques contribuent aux progrès sociaux et écologiques.

Cette vision implique de **repenser radicalement les politiques menées ces dernières années** en partant d'éléments à la base de la liberté de recherche et d'un bon déroulement des activités scientifiques : le financement dans la durée, la confiance, l'évaluation par les pairs et organisée par les pairs, la coopération et l'échange.

Nos récentes actions

La défense des organismes de recherche et des UMR.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU ont combattu les propositions de la Cour des comptes, de la CPU et du président de la République de transformer les organismes de recherche en agences de moyens. Ils ont obtenu la sanctuarisation du statut des personnels et des UMR comme briques de base et modèle de synergie dans la recherche. Ils continueront à lutter pour le renforcement des universités et des organismes de recherche comme opérateurs de recherche de plein exercice des unités mixtes de recherche. Ils s'opposeront à la volonté de l'actuelle ministre, à travers la mission confiée à Philippe Gillet, de transformer les organismes de recherche en agence de programmes et de confier la gestion des UMR aux universités en fusionnant les services gestion des organismes à ceux des universités.

Le renforcement des acquis du Comité national. Le SNCS-FSU publie sur son site web les listes de candidats admissibles par ordre de mérite aux concours chercheuses et chercheurs au CNRS depuis que le CNRS a décidé de les afficher par ordre alphabétique.

La défense de l'évaluation des laboratoires en s'opposant au HCERES. Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU ont rendu publique la volonté du HCERES de mettre fin à la visite sur site des laboratoires lors de leur évaluation et ont obtenu le rétablissement de cette visite sur site quand les laboratoires et leurs tutelles le demandent.

La lutte contre les dispositions de la LPR. Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU se sont opposés tout au long de l'année 2020 au projet de LPR qui déstabilise encore davantage la recherche publique. Ils continueront à organiser les luttes pour bloquer la mise en œuvre des mesures délétères de la LPR, notamment les chaires de professeur junior qui aggravent la précarité des personnels et désorganisent les laboratoires.